

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/PSI/IE/3

G/L/120

18 octobre 1996

(96-4337)

---

## Accord sur l'inspection avant expédition Entité indépendante

### RAPPORT DE L'ENTITE INDEPENDANTE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

L'Accord sur l'inspection avant expédition prévoit la création d'une entité indépendante chargée d'administrer les procédures d'examen indépendant prévues à l'article 4 de l'Accord. L'entité indépendante (EI) a été créée par la décision du Conseil général du 13 décembre 1995 (WT/L/125/Rev.1). Aux termes du paragraphe I.C de la section intitulée "Structure et fonctions de l'entité indépendante" (annexe II du document WT/L/125/Rev.1),

"l'EI fera rapport au Conseil du commerce des marchandises au moins une fois par an, ou plus fréquemment si besoin est".

Le rapport ci-après est présenté conformément à cette prescription.

1. Dans sa décision du 13 décembre 1995 (WT/L/125/Rev.1), le Conseil général a approuvé l'Accord entre l'OMC, la Chambre de commerce internationale (CCI) et la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA) instituant l'entité indépendante prévue à l'article 4 a) de l'Accord sur l'inspection avant expédition. L'annexe I de la Décision reproduit l'Accord conclu entre l'OMC, la CCI et l'IFIA; l'annexe II énonce la structure et les fonctions de l'entité indépendante, et l'annexe III les règles de procédure régissant les examens indépendants.
2. A la suite de la Décision du Conseil général, les prescriptions administratives et procédurales nécessaires à l'entrée en activité de l'EI ont été établies en avril 1996. Plus concrètement, la Liste d'experts pour examens indépendants a été mise au point et distribuée sous la cote G/PSI/IE/1, les renseignements et formules de demande ont été traduits et distribués aux organismes affiliés et aux contacts de la CCI et de l'IFIA dans le monde entier. Après cette confirmation, les Membres de l'OMC ont été informés qu'à compter du 1er mai 1996, l'EI serait prête à recevoir les demandes d'examen indépendant (G/PSI/IE/2).
3. Pendant la période considérée, l'EI n'a reçu aucune demande d'examen indépendant.